

## ***L'ANTICLERICALISME, RELIGION DE LA REPUBLIQUE***

Emmanuel LE ROY LADURIE

**FIGARO LITTERAIRE - HISTOIRE, ESSAIS**

25/01/2001

L'anticléricalisme n'est plus aujourd'hui que le socialisme des imbéciles. Il était autrefois, de façon infiniment plus respectable, « le ciment dur de l'idéologie républicaine ». Cette dernière expression « dreyfusienne », du nom de l'historien français qui vient tout juste de la formuler, ne concerne donc, en principe, que le passé (encore qu'il ne faille pas trop « gratter » puisque, des grandes religions établies dans l'Hexagone, la catholique est pratiquement la seule qui d'un millénaire à l'autre puisse faire l'objet de satires filmiques ou médiatiques parfois extrêmement grossières sans qu'il soit question de faire appel, pour sa défense, à l'arsenal des lois, écrites et surtout non écrites, qui protègent légitimement ou de facto les convictions religieuses d'un chacun dès lors que celles-ci ne se situent point, heureusement pour elles, dans le camp volontiers ridiculisé de l'Église romaine).

Quoi qu'il en soit, le « béton » anticléréal était encore massif et même « brut de décoffrage » en 1902-1905 (séparation de l'Église et de l'État, inventaires...) et François-Georges Dreyfus accorde à ce « mortier » idéologique beaucoup d'importance dans sa belle étude sur les pulsions et idées républicaines (1870-1940). Il est permis d'évoquer à ce propos la longue durée. Car le clergé « papiste » ou plus exactement la hiérarchie de l'Église, qui certes méritait souvent d'être fort critiquée fut l'objet d'attaques successives et très franco-françaises, émanées de la Réforme protestante (XVI<sup>e</sup> siècle), puis du jansénisme (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle), ensuite de la philosophie des Lumières et de la Déchristianisation « fin de siècle » (1793-1794). Après quoi vinrent les robustes mangeurs de curés de la III<sup>e</sup> République jusqu'au petit père Combes et à ses disciples.

Disons que l'anticléréalisme des Républicains français était issu pour l'essentiel de la séduisante thématique voltairienne, du « rationalisme des platitudes » cher à M. Homais, ainsi que de la théologie libérale « générée » par le protestantisme germanique, puis français, théologie presque agnostique transmise de David Strauss au non-calviniste Ernest Renan. À laquelle s'ajoutait la théogonie positiviste d'Auguste Comte, mais dépouillée par les épigones comtistes de ses aspects mystiques, théogonie réduite à une vulgate qui désormais niait les dogmes et rejetait l'influence des ecclésiastiques. D'où le paradoxe du livre « passionnel » de François-Georges Dreyfus. Pour mieux faire comprendre ce que sont les motivations républicaines, cet historien est amené, par contre-épreuve, à donner un coup de projecteur sur ce qui leur fit longtemps barrage, ou soi-disant tel, je veux dire le catholicisme français des générations postérieures à 1870.

Dreyfus considère, ce qui étonnera certains, que la France était déjà assez largement déchristianisée dès les débuts de la III<sup>e</sup> République. L'Église, certes, contrôlait encore à demi les hôpitaux ; mais bien des cerveaux échappaient désormais à son enseignement. Les lois scolaires de Jules Ferry eurent évidemment un admirable effet « éducationnel ». Elles étaient néanmoins destinées, elles aussi, on n'ose pas dire surtout, à extirper ce qui restait d'influence catholique sur la jeunesse, et qui demeurait assez considérable, compte tenu des limites qu'on vient de signaler. Quant aux protestants libéraux, férus de kantisme, positivisme et scientisme, ils étaient fort présents dans l'entourage de Ferry, et leur influence y dépassait largement celle des juifs, peu nombreux et discrets en réalité, malgré les attaques bien connues dont ils étaient la cible.

Ce contexte d'antagonismes n'épuise pas le problème. Car dès 1885, un certain nombre de leaders catholiques, dont Albert de Mun, envisagent de se rapprocher du parti républicain modéré. Mais ils ont bien du mal à modifier la lourde pâte républicanophobe des masses de millions de

papistes français. Qu'on songe de nos jours, en l'an 2000, si l'on me permet cette comparaison sacrilège, au mal que doit se donner un excellent homme comme M. Hue pour faire pénétrer ses idées vaguement libérales dans ce qui reste du peuple communiste français, souvent rétif à l'aggiornamento post-gorbatchévien. Le pape Léon XIII, en 1892, peut bien rappeler que « le pouvoir considéré en lui-même vient toujours de Dieu », tout en conviant de ce fait nos compatriotes « au devoir d'obéissance à la République, gouvernement actuel de leur grand pays ». Le Pontife, quand il s'exprime de la sorte, est approuvé par un certain nombre de fidèles d'esprit ouvert, mais il se heurte « chez nous » à l'intransigeance d'une majorité ecclésiastique qui préfère s'en tenir, elle, à l'intransigeance du Syllabus de Pie IX. L'affaire Dreyfus n'arrangera rien, par suite de l'aveuglement de nombreux prêtres, mais aussi, nous dit François-Georges Dreyfus, à cause des exagérations auxquelles se livrent quelques extrémistes et voltigeurs de pointe du détachement d'avant-garde de l'immense et magnifique armée des partisans d'Alfred Dreyfus...

Au cours des années 1920 cependant, le Vatican et l'Église donneront un coup de barre à gauche en condamnant l'Action française, pourtant soutenue par d'innombrables catholiques. Mais elle avait le tort, aux yeux du chef de l'Église universelle, d'être antiallemande à l'excès. Elle le sera tellement, germanophobe, cette Action française, qu'en 1936, au moment de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler, elle fut à peu près seule à demander une action militaire de la France contre l'Allemagne. Il n'était pas question, bien sûr, que la classe politique, droite ou gauche, s'engage dans une telle entreprise...

Volontiers profanateur, quant à d'autres idéologies « circumrépublicaines », Dreyfus rappelle que bien avant François Furet et Stéphane Courtois, du reste bien inspirés en la matière, Marcel Mauss et le politologue Hans Kohn avaient mis en évidence l'étroite parenté qui unissait le nazisme hitlérien au communisme stalinien des années 1930.

Cette seconde variété d'autoritarisme ayant fait florès dans notre pays autour de 1937, on conçoit que de telles affirmations « dreyfusismes » n'aient pas l'heur de plaire à tout le monde. Mais il y a longtemps que notre auteur, courageux comme à son habitude, a décidément brûlé tous ses vaisseaux. Républicain de toujours, il se veut, en fin de compte, assez critique et polémique vis-à-vis des réalisations, souvent défectueuses à son gré, de la III<sup>e</sup> République.

Elle a su pourtant, et ce n'est pas négligeable, créer une nouvelle légitimité, dite « d'acquisition » et de prescription plus que centenaire, prolongée en effet jusqu'à nos jours (1870-2001). Légitimité à laquelle Dreyfus, protestant rigoureux et vigoureux, n'est pas le dernier à rendre hommage.

***Passions républicaines 1870-1940 La terre, l'or et le sang de François-Georges Dreyfus avec la collaboration de Pierre-Jean Deschodt Bartillat, 145 F.***



Le sabre contre le goupillon : un épisode insolite de l'Histoire de France au début du XX<sup>e</sup> siècle.  
(Photos Leemage et Monier/Gamma.)



En médaillon : François-Georges Dreyfus.  
(Photos Leemage et Monier/Gamma.)

---